

Mouvements

| Sociétés | Politique | Culture |

| Dossier |

La démocratie

Une idée à réinventer

CATHERINE ACHIN | LOÏC BLONDIAUX | CHRISTOPHE BONNEUIL |
BASTIEN FRANÇOIS | JEAN-PAUL GAUDILLIÈRE | DANIEL GAXIE | TARSO GENRO |
NICOLAS GUILHOT | FABIEN JOBARD | BERNARD MANIN |
PIERRE MOUNIER | LAURENT VISIER | PATRICK VIVERET | GENEVIÈVE ZOÏA |

| Itinéraires |

Sergio Ramírez :
le Nicaragua de la révolution à la mondialisation

| Rubriques |

- Après Gênes et après le 11 septembre
- Retour sur les catastrophes de l'an 2000
- Journal européen : conférence des citoyens en Espagne
- Livres : à propos de « Nous citoyens d'Europe » d'Étienne Balibar

2001
novembre
décembre

S O M M A I R E

● **DOSSIER : DÉMOCRATIE, UNE IDÉE À RÉINVENTER**

- 14 La démocratie n'est pas un système apaisé. Entretien avec Bernard Manin
- 21 Les enjeux citoyens de la professionnalisation politique. Par Daniel Gaxie
- 28 La promotion internationale de la démocratie : un regard critique.
Par Nicolas Guilhot
- 32 Vers une nouvelle citoyenneté. Thèses pour une théorie démocratique de l'État
et du socialisme. Par Tarso Genro
- 38 L'autogestion : un mort bien vivant ! Par Patrick Viveret
- 44 Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège.
Par Loïc Blondiaux
- 52 Pourquoi il faut changer de constitution. Par Bastien François
- 57 Démocratisation du personnel politique et parité : un premier bilan.
Par Catherine Achin
- 62 Motivé-e-s. Les quartiers, la culture et le politique.
Par Laurent Visier et Geneviève Zoia
- 68 Démocratie et force publique ? Par Fabien Jobard
- 73 À propos de démocratie technique. Par Jean-Paul Gaudillière
- 81 L'ICANN : Internet à l'épreuve de la démocratie. Par Pierre Mounier
- 87 Démocratie sociale : démocratisation des relations sociales et nouveaux droits
des salariés. Document du FGC

● **THÈMES**

- 94 Mondialisation : De Seattle à Gênes, l'irruption de l'exigence démocratique.
Par Francine Bavay
- 101 Retour sur l'an 2000 : quand la France flirte avec le chaos.
Par Lionel Charles et Bernard Kalaora
- 110 Politique économique : quel bilan de la gauche plurielle ?
Par Christophe Ramaux

● ITINÉRAIRES

- 119 Le Nicaragua, de la révolution à la mondialisation.
Entretien avec Sergio Ramírez, ancien dirigeant du FSLN

● JOURNAL EUROPÉEN

- 132 Les jurys citoyens en Espagne : vers un nouveau modèle de démocratie locale ? Par Ismael Blanco
- 138 Les Roms à la croisée des chemins. Par Pavel Barsa

● LIVRES

- 143 Voir le sommaire de cette rubrique à l'intérieur.

Les 22 et 23 novembre 2001
aura lieu, à Lyon (à l'hôtel de ville) le colloque :

« Histoires Familiales, Identité et Citoyenneté ».

Cette rencontre s'appuiera sur le travail de recueil d'histoires familiales effectué à la Duchère (Lyon 9^e) depuis deux ans et qui a permis de réunir les témoignages d'habitants. Il s'agit d'un quartier populaire où se concentrent des problèmes à la fois sociaux et économiques, et communautaires.

À partir de cette démarche de terrain, interviendront des universitaires, chercheurs et des travailleurs sociaux, tous concernés par les thématiques liées à l'interculturalité, notamment autour du lien social, des constructions identitaires, de la jeunesse et de la vie urbaine. Des artistes (plasticiens, chorégraphes...) se sont mobilisés pour donner une forme artistique aux histoires familiales et rendre celles-ci, avec parfois leur dimension douloureuse, accessibles.

L'objectif final du colloque est de permettre grâce à la participation de l'ensemble des acteurs, intervenants et auditeurs, de valoriser l'image du quartier de la Duchère ainsi que celles des habitants et de s'interroger sur la place qu'ils peuvent trouver dans la Cité.

Contact : mail : mme-col-hf@club-internet.fr

ÉDITORIAL

Après le 11 septembre

La date du 11 septembre constitue-t-elle un tournant historique ? Certains le contestent en soulignant que tous les ingrédients de la situation existaient auparavant. D'autres s'étonnent qu'il suffise que les États-Unis proclament que nous sommes entrés dans une nouvelle période pour que tout un chacun l'admette.

Sans doute serait-il absurde de considérer que les attentats de New York et de Washington ont tout changé, mais la réserve naturelle que nous éprouvons à l'égard des excès du déferlement médiatique ne doit pas non plus nous conduire à sous-estimer ce qui est en train de se modifier sous nos yeux.

En tout état de cause les grands moments historiques prennent souvent la forme de ruptures symboliques (prise de la Bastille, attentat de Sarajevo, Mur de Berlin...) ouvrant des temps d'incertitude, alors que rien n'est plus difficile à penser que l'incertitude, pour tous ceux, de tous côtés, qui ne savent raisonner qu'à partir de grilles explicatives passe-partout et immuables.

Ces lignes sont écrites près de trois semaines après le 11 septembre. Au-delà de l'émotion légitime, le temps est sans doute venu d'esquisser, pour reprendre une expression de l'écrivain américano-palestinien Edward Saïd, des pistes de réflexion rationnelles qui l'emportent sur les roulements de tambour.

Que la lecture des événements du monde paraissait facile voici une vingtaine d'années à peine ! Le monde semblait partagé entre les impérialistes et leurs suppôts d'un côté, les anti-impérialistes de l'autre. Certes, il existait bien des contradictions au sein de chaque

camp, elles pouvaient même prendre des allures sanglantes et durablement conflictuelles, mais pour l'essentiel les ennemis de nos ennemis étaient, pensait-on trop souvent, nos amis. Des frères tristement dévoyés et non fréquentables mais quelque part des frères tout de même.

Nous le savions déjà depuis pas mal de temps, mais s'il est une chose qui nous a été confirmée par les monceaux de cadavres ensevelis sous les débris du *World trade center*, c'est que les ennemis de nos ennemis ne sont pas nos amis. Ils peuvent même être, c'est à l'évidence le cas des taliban, comptés au rang des pires ennemis de celles et ceux qui luttent contre l'oppression sous toutes ses formes, à commencer par la violence subie par les femmes afghanes.

Cela ne veut pas dire pour autant que l'ennemi d'hier serait devenu comme par miracle un ami et que le déferlement médiatique de ces derniers jours aurait suffi à nous convaincre de nous engager derrière la bannière étoilée. L'horreur d'aujourd'hui efface d'autant moins celle d'hier que des enfants continuent chaque jour de mourir en Irak et en Palestine. Mais l'horreur des uns ne permet pas de justifier, ni même de relativiser celle des autres. Expliquer n'est pas légitimer, comprendre rationnellement ne signifie pas accepter. De la même façon, l'incroyable aveuglement – si c'en est un – des administrations US (et de la France), le calcul à courte vue qu'a été le soutien aux taliban via le Pakistan et l'Arabie Saoudite, le refus d'aider la résistance afghane ne rendent pas moralement plus tolérable l'idée, quelquefois exprimée, selon laquelle tout cela ne serait pas si grave puisque les Américains ne récolteraient que ce qu'ils ont semé. Affirmer cela ne rend pas pour autant tolérable la tendance aisément constatable à hiérarchiser les morts selon le principe médiatique du train en retard plus intéressant que celui qui arrive à l'heure. En d'autres termes, les cadavres ruandais ou libériens présentant par leur banalité beaucoup moins d'intérêt que ceux enfouis sous les décombres du WTC.

De toute manière, nous devrions nous méfier des mots eux-mêmes, souvent trop usés, trop connotés. Penser en termes d'ennemis quand il s'agit de pays ou de peuples, n'est-ce pas déjà une façon de rentrer dans la logique de guerre ou de croisade dont nous parle George W. Bush ? Les militants de la libération humaine ou, comme on dit aujourd'hui, ceux qui refusent la mondialisation libérale ne s'inscrivent pas dans un camp qui serait celui de l'anti-Amérique. Ils n'ont pas d'adversaire géographique, civilisationnel ou religieux, ils s'opposent à des politiques concrètes, à des moments déterminés, et surtout ils ambitionnent de trouver de nouvelles façons de vivre ensemble, tous ensemble, dans le respect et l'égalité.

Nombre de nos commentateurs médiatiques ont pu s'offrir à bon compte un vernis culturel en citant abondamment les thèses – qu'ils n'ont pour la plupart jamais lues – de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations ». Savent-ils seulement que le même homme, voici une vingtaine d'années, théorisant aux côtés des membres de la Trilatérale (ancêtre du séminaire de Davos), expliquait déjà gravement que l'ingouvernabilité des pays occidentaux était due à des excès de démocratie et au fait qu'aux États-Unis « des groupes sociaux marginaux, les noirs par exemple, participent maintenant pleinement au système politique¹ » ? Il faut rejeter avec la plus grande vigueur tout discours qui proclamerait la nécessité de se préparer à la guerre des civilisations, quand la véritable question est de tout faire pour qu'elle ne soit jamais à l'ordre du jour. De ce point de vue, à la notable exception de Silvio Berlusconi qui, selon une formule de la presse italienne, a pris la posture d'un « taliban du monde occidental », il faut noter que la réaction de la plupart des responsables européens, mais aussi d'un certain nombre d'américains, n'a pas sombré dans l'appel à la haine.

Edward Saïd, dans un article publié par la revue américaine *Counterpunch*, a tout à fait raison de souligner que dans l'essentiel du monde arabe l'anti-américanisme n'est pas « basé sur une haine de la modernité et de la technologie mais sur une succession d'actes concrets, de déprédations spécifiques et, dans le cas du peuple irakien, [sur] une souffrance liée aux sanctions imposées par les États-Unis ; [il est enfin basé] sur 34 ans d'occupation par les Israéliens de territoires palestiniens. »

Si le « choc des civilisations » n'est pas à l'ordre du jour, il serait naïf de ne pas prendre conscience qu'il fait partie de l'horizon d'une fraction de l'islamisme radical. Un homme comme Oussama Ben Laden n'agit pas de façon simplement empirique, il développe une stratégie qui vise à la déstabilisation de l'ensemble du monde arabe et proche-oriental. On ne peut que partager l'analyse de l'historien britannique Eric Hobsbawm quand, répondant aux questions du journal *La Repubblica*, il estime que le premier objectif des terroristes est de se constituer en « classe dirigeante de rechange qui se propose de conquérir le pouvoir dans la zone pétrolière ». Qu'auraient à y gagner les millions de musulmans qui pensent sincèrement que ces hommes expriment et vengent à leur manière leur humiliation et leurs frustrations ? Rien d'autre qu'un enfoncement dans leur malheur et une plongée dans le pire des obscurantismes. Cela ne vaut

1. Cité par C. HAZÉ, *La commission trilatérale. Quelle crise pour la démocratie ?*, DEA Université de Paris 8, juin 1998, p.114.

pas absolue pour les régimes de la région, dont aucun n'est démocratique, mais la politique du pire a toujours été la pire des politiques.

Si cela est vrai, deux affirmations s'imposent.

La première est que toute réplique américaine, voire occidentale, qui ne serait pas suffisamment pensée, ciblée, clairement mandatée par l'ONU, qui se traduirait par des bombardements massifs faisant des victimes civiles, outre sa probable inefficacité pour punir les responsables, ne ferait que décupler les haines et les frustrations et dès lors favoriser la stratégie des islamistes radicaux.

La seconde est que la préservation et le développement à l'échelle du monde d'une société ouverte est bel et bien l'enjeu majeur de la phase historique en cours. Cela n'a rien à voir avec le discours absurde de la lutte du bien contre le mal, d'un monde prétendu civilisé contre un monde qui serait barbare. Il s'agit d'affirmer haut et fort que chaque société particulière doit trouver l'équilibre entre son enracinement dans une histoire particulière et son ouverture au monde. Il s'agit d'affirmer avec l'immense majorité des manifestants de Gênes qu'une mondialisation alternative à la mondialisation libérale est possible. Enfin, de la même façon que la lutte anti-terroriste ne saurait s'accommoder d'un terrorisme d'État, la préservation d'une société ouverte ne saurait être compatible avec une quelconque limitation des libertés publiques qui pourrait nous être présentée comme une contrainte nécessaire en ces temps difficiles. Dans le même ordre d'idées, qu'on ne compte pas sur nous pour absoudre les généraux algériens de leurs crimes ou Vladimir Poutine de ses exactions en Tchétchénie sous prétexte qu'ils seraient au premier rang de la lutte contre le terrorisme islamiste.

Une fois ces principes affirmés, il importe d'en tirer toutes les conséquences.

Elles portent d'abord sur le court terme. Il s'agit dans la riposte au terrorisme de trouver le difficile chemin de la justice qui ne tolère pas l'impunité mais ne s'accommode pas de la vengeance. Pour ne pas aggraver le mal, cette riposte doit chercher à recueillir l'assentiment des citoyens du Nord et du Sud de la planète. Dès lors, elle doit être l'affaire de la communauté internationale et non celle d'un État, fût-il celui qui a été attaqué. Les États qui protégeraient les terroristes sous une forme ou une autre devraient être sanctionnés. Les coupables doivent être attrapés et jugés par le Tribunal pénal international. On peut aussi imaginer qu'une assistance internationale importante aide le peuple afghan à se libérer du régime qui l'opprime, mais cela passe par la prise en charge de cet objectif par les afghans eux-mêmes, et non par une occupation militaire vouée à

l'échec. En tout état de cause, si par malheur elle se concrétisait, il faudrait s'opposer pacifiquement à l'aventure militaire que veulent les ultras de l'administration US et certains dirigeants britanniques.

La deuxième clé de la situation à court terme se trouve en Israël. La portée symbolique et stratégique du conflit israélo-palestinien est devenue telle qu'il n'existe pas d'autre moyen de convaincre les peuples arabes de prendre leur place dans la lutte contre les fanatismes que d'en finir avec la pratique du « deux poids deux mesures » dès lors que les agissements de l'État d'Israël sont concernés. L'ensemble de la communauté internationale doit exercer sur Ariel Sharon une pression décisive pour qu'au minimum la négociation avec les Palestiniens soit reprise au point où elle en était voici bientôt un an à Tabah. Tout faux-fuyant, toute utilisation du climat actuel en vue de contraindre Yasser Arafat à accepter un mauvais accord qui ne comprendrait pas le départ des Israéliens de l'ensemble des territoires occupés en 1967, produirait très vite des résultats inverses de ceux qui sont escomptés. Cela suppose aussi que, dans la solidarité avec les Palestiniens, soient clairement dénoncées les traces d'antisémitisme qui se cachent dans les replis des antisémitismes les plus caricaturaux.

Une troisième clé réside dans l'assèchement des réseaux financiers liés au terrorisme. C'est probablement un des aspects les plus nouveaux de la situation, dans la mesure où rien dans ce domaine n'est possible sans s'attaquer aux racines du blanchiment de l'argent sale : secret bancaire, opacité de la circulation des capitaux, paradis fiscaux. L'ironie de l'histoire veut que ce soient les États-Unis qui aient torpillé les négociations engagées sur ces questions dans le cadre de l'OCDE. Dans la mesure où, une fois encore, leur propre aveuglement leur a coûté cher, on pourrait espérer que la leçon sera retenue. Nombre des magistrats qui depuis des années tentent de provoquer des percées du droit sur ce terrain décisif nous invitent à une grande méfiance en la matière, tant ce sont les intérêts des grandes multinationales elles-mêmes qui sont en cause. Mais quand on voit que les dirigeants américains, réputés les plus libéraux de la planète, ne trouvent pas en situation de crise d'autre issue qu'un recours massif à l'intervention de l'État dans l'économie, on peut se dire que toutes les batailles ne sont pas perdues d'avance.

D'autres conséquences portent sur le moyen et le long terme. Depuis la fin des années quatre-vingt, le fait qu'une seule puissance domine la planète est clairement un facteur de dérèglement du monde. La gestion de la montée des interdépendances est devenue de ce fait un affrontement quand il faudrait une coopération. Le refus américain de ratifier le protocole de Kyoto sur le réchauffement

de la planète est l'une des plus graves et significatives conséquences de ce fonctionnement unipolaire. Une société ouverte passe par un monde multipolaire dans lequel l'Europe s'appliquerait à jouer à l'échelle du monde un rôle de régulation et non de domination. La crise actuelle devrait nous inciter à récuser l'impasse qui consiste à considérer qu'on ne pourra s'intéresser au renforcement de la construction de l'Union européenne que lorsque la logique libérale qui domine en son sein aura été contrée, alors que la lutte réelle contre cette logique passe par des combats concrets et urgents pour modifier chaque aspect de la construction européenne.

Enfin, si les limites de la logique économique dominante sont devenues évidentes, on ne pourra se contenter des bonnes paroles largement dispensées par les responsables politiques. Puisqu'ils nous disent être soucieux des dérèglements du monde, prenons-les au mot et menons en grand le débat sur la façon dans la longue durée de construire des rapports économiques et sociaux dans le monde qui soient fondés sur les droits des individus et des peuples et non ceux d'un marché sans entraves. Déjouer le piège du terrorisme, imposer une société ouverte ont pour condition *sine qua non* de repenser le développement de façon à ce qu'il soit à la fois durable et équitable.

Depuis bon nombre de mois, nous avons construit le dossier de ce numéro de *Mouvements* autour des problématiques contemporaines de la démocratie. Nous ne pensions pas que l'actualité rendrait le sujet si brûlant. Moins que jamais, la démocratie peut être pensée comme le privilège d'une partie opulente de la planète, le reste du monde ayant d'autres préoccupations plus urgentes. Moins que jamais, la démocratie saurait être pensée de façon désincarnée, hors des enjeux économiques, éthiques, sociétaux et sociaux. Moins que jamais, elle saurait se limiter au cadre de l'État « national-social », pour reprendre une formule d'Étienne Balibar. Et moins que jamais, la résolution de ces différents enjeux peut être envisagée sans repenser et refonder la démocratie elle-même. La refonder en ayant en tête, selon la formule de Bernard Manin, qu'elle ne saurait être un « système apaisé ». Elle est au contraire un espace organisé où se déploie l'articulation difficile entre la confrontation et le débat, le conflit et la procédure, sans oublier qu'au terme du débat se pose toujours la question de la décision publique. Longtemps la gauche, ou ce que l'on nommait « le mouvement ouvrier », s'est interrogée et a débattu sur la nature de la démocratie. « Démocratie bourgeoise » ou « démocratie prolétarienne », « démocratie réelle » ou « démocratie formelle ». Dans les

termes où elles furent formulées, ces alternatives ont perdu une large part de leur signification. Les débats se sont peu à peu déplacés vers d'autres enjeux, ce qu'on pourrait nommer les *échelles* de la démocratie d'un côté, ses nouveaux *territoires* de l'autre.

S'agissant des *échelles*, nul ne conteste la pertinence du « local », c'est ensuite que les choses se compliquent. Pour les souverainistes de gauche, il n'est de démocratie possible et effective qu'au niveau national puisque c'est le seul espace dans lequel, à échéance historique encore longue, les peuples peuvent se reconnaître. Ils ajoutent que les institutions internationales ne peuvent être démocratisées que sur la base d'une intervention des États et non par la construction, selon eux illusoire, de nouveaux espaces de démocratie. Cette vision politique a sa cohérence, mais elle est inopérante dès lors qu'il s'agit de peser sur les grands problèmes de la planète : les inégalités Nord-Sud, la régulation des flux financiers, l'écologie, le développement durable, la sécurité collective, etc., dans la mesure où chacun de ces problèmes relève d'interdépendances.

Une seconde approche tend à considérer que l'État-nation est déjà suffisamment dépassé pour que les enjeux démocratiques ne se posent plus pour l'essentiel qu'aux niveaux européen et mondial. Poussée au bout elle serait, à l'étape actuelle, aussi inopérante que la première et conduirait notamment en matière de construction européenne à une sorte de fuite en avant où le contenant serait plus important que le contenu.

Nous avons abordé ce dossier avec l'idée que ces deux éléments étaient inséparables et devaient avancer d'un même pas. Alors que s'ouvre le débat sur la rédaction d'une Constitution européenne, refuser ce pas en avant reviendrait à laisser libre cours aux libéraux, qui pourraient fort bien se contenter d'une Europe qui ne soit qu'un grand marché. Pour cette raison il est essentiel que les citoyens saisissent cette occasion pour faire d'une telle Constitution un instrument de démocratisation institutionnelle en même temps que d'affirmation des droits individuels et collectifs. Dans le même ordre d'idées, la lutte pour la démocratisation des États nationaux, loin d'être un combat archaïque, est une des conditions du succès d'une démocratisation de l'Union européenne mais aussi des grandes institutions internationales.

Enfin nous avons récuser une conception, encore beaucoup trop répandue, qui aurait limité la démocratie au terrain institutionnel même si nous y consacrons bien sûr une large place, en recherchant notamment les conditions de la déprofessionnalisation et du renouvellement des acteurs politiques. Il n'est pas question de proclamer la supériorité de la démocratie participative sur la démocratie repré-

sentative ou vice versa, mais de bien comprendre qu'en ces temps où le fossé entre les politiques et les citoyens ne cesse de s'aggraver la démocratie représentative ne peut se ressourcer et se recrédibiliser qu'en s'appuyant fortement sur une percée de la démocratie participative. Mais cette vision elle-même aurait encore été trop courte si nous n'avions pas prolongé la réflexion sur la pénétration indispensable de la démocratie sur des territoires parfois nouveaux : l'économie et le social bien entendu, ce qui implique certes de nouveaux droits dans l'entreprise mais également une nouvelle conception des rapports sociaux ; nous avons aussi voulu explorer dans le même esprit ce que pourrait signifier la démocratisation de l'expertise scientifique, mais aussi celle de la police et pourquoi pas de la gestion des réseaux de l'Internet.

Acceptation et gestion du conflit, déplacement des échelles, diversification des territoires et des enjeux, la démocratie est bien une idée à réinventer. ●

Mouvements
le 5-10-2001

DOSSIER

La démocratie

Une idée à réinventer

DOSSIER RÉALISÉ PAR :
HUGUES JALLON, STÉPHANE LE LAY,
YVES SINTOMER ET GILBERT WASSERMAN

Mouvements

| Sociétés | Politique | Culture |

Dossier :
La démocratie, une idée à réinventer

Démocratie et réforme des institutions

Les enjeux de la professionnalisation politique
et l'émergence de nouveaux acteurs

Vers une nouvelle citoyenneté (par le maire de Porto Alegre)

Les nouveaux territoires de la démocratie : le social, l'expertise
scientifique, la police, l'Internet

Dans le numéro **19** janvier-février 2002

Dossier

l'économie sociale et solidaire :
un projet politique

L'histoire du tiers secteur et l'état des lieux

les limites et les potentialités

l'économie sociale et solidaire et le marché

Les modes de fonctionnement

Des éclairages internationaux

Prix : 11,50 €
75 Francs



9 782707 135933

Commission paritaire : 0906K80759
ISBN 2-7071-3593-3

LA DÉCOUVERTE